



CONVOCATION
pour les séances publique et plénière du
mardi 24 avril 2018
à **14h30**

ORDRE DU JOUR

SÉANCE PUBLIQUE

- 1) **52.156** Projet de loi relative à la mise en application du règlement (UE) 2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 modifiant le règlement (CE) n° 861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n° 1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer et portant modification du Nouveau Code de procédure civile

(doc. parl. 7121)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 2) **52.226** Projet de loi relatif à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur et portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données

(doc. parl. 7137)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 3) **52.232** Projet de loi portant modification du Code de la consommation en ce qui concerne les voyages à forfait et les prestations de voyages liées, et modifiant la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

(doc. parl. 7136)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 4) **52.244** Projet de loi portant modification
1° du Code du travail ;
2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base électorale

(doc. parl. 7138)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 5) **52.297** Projet de loi relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et portant modification :
- 1° de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux ;
 - 2° de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;
 - 3° de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
 - 4° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau
- (doc. parl. 7162)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 6) **52.441** Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 5 octobre 2016
- (doc. parl. 7196)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 7) **52.668** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire
- (doc. parl. 7244)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

SÉANCE PLÉNIÈRE

Projets de loi

- 1) **51.864** Projet de loi sur l'Inspection générale de la Police et modifiant
- 1° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
 - 2° la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois ;
 - 3° le livre Ier du Code de la sécurité sociale
- (Amendements gouvernementaux du 14 février 2018)
- (doc. parl. 7044)

- 2) **51.868** Projet de loi portant réforme de la Police grand-ducale et portant modification :
- 1° du Code de procédure pénale ;
 - 2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;
 - 3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ;
 - 4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

et portant abrogation

1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de Police Judiciaire et modifiant 1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, 2. le code d'instruction criminelle, 3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique ;

2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

(Amendements gouvernementaux des 6 février et 6 avril 2018)

(doc. parl. 7045)

3) 52.240 Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises et portant abrogation

1) des articles 2, 3 et 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes ; et

2) de l'article 4 la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

(doc. parl. 7140)

4) 52.376 Projet de loi relative aux dépositaires centraux de titres et portant mise en œuvre du règlement (UE) n° 909/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n° 236/2012 *(Amendements parlementaires du 15 mars 2018)*

(doc. parl. 7165)

5) 52.445 Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012, et portant modification :

1. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

2. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ; et

3. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

(doc. parl. 7194)

6) 52.718 Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

(doc. parl. 7256)

7) 52.759 Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 18^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

(doc. parl. 7263)

- 8) **52.801** Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne la mise en œuvre de la Directive (UE) 2015/2436, fait à Bruxelles, le 11 décembre 2017
(doc. parl. 7279)

Projets de règlement

- 9) **52.435** Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 13 septembre 2011 concernant la procédure particulière à suivre pour certains établissements classés
- 10) **52.601** Projet de règlement grand-ducal fixant les conditions de commercialisation, de production et de certification des semences de plantes fourragères
- 11) **52.602** Projet de règlement grand-ducal portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et concernant l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine, tel que modifié par le règlement (UE) n° 653/2014 et du règlement (CE) n° 911/2004 de la Commission du 29 avril 2004 portant dispositions d'exécution du règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les marques auriculaires, les passeports et les registres d'exploitation
- 12) **52.604** Projet de règlement grand-ducal instituant un régime d'aide sur les parcelles agricoles situées dans les zones de protection des eaux
- 13) **52.645** Projet de règlement grand-ducal établissant l'état de conservation des habitats d'intérêt communautaire et des espèces d'intérêt communautaire
- 14) **52.646** Projet de règlement grand-ducal instituant un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points
- 15) **52.652** Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 24 août 2016 instituant une prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement
- 16) **52.657** Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 4 décembre 2009 fixant un nombre limite pour le cadre du personnel de l'Institut Luxembourgeois de Régulation
- 17) **52.659** Projet de règlement grand-ducal établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives
- 18) **52.719** Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 2016 fixant la liste des administrations et personnes morales de droit public pouvant demander un bulletin N° 2 ou N° 3 du casier judiciaire avec l'accord écrit ou électronique de la personne concernée

- 19) 52.733** Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 17 février 2017 fixant les modalités d'application de l'indemnité compensatoire annuelle à allouer aux agriculteurs dans les zones défavorisées
- 20) 52.737** Projet de règlement grand-ducal portant tarification des prestations du Bureau luxembourgeois de métrologie en matière de métrologie légale
- 21) 52.764** Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement